

Macron, Philippe, Castaner sont responsables. Halte à la répression d'Etat !

A la veille du 1^{er} Mai, le gouvernement, les médias ont tout fait pour dissuader de venir manifester pour les revendications. D'heure en heure, ils ont agité la menace de hordes de casseurs sur le point de fondre sur Paris, et annoncé une mobilisation policière jamais égalée.

Tout le monde est obligé de reconnaître au soir du 1^{er} Mai que la mobilisation des travailleurs, des jeunes et des retraités avec les Gilets jaunes, était bien supérieure aux dernières années.

A Paris, comme depuis 6 mois contre les Gilets jaunes, la répression contre les manifestants a franchi un cran. Avant même que la manifestation ne commence à avancer, à Montparnasse, les manifestants ont été violemment chargés, encerclés, aspergés de gaz lacrymogènes asphyxiants, pris pour cibles par les LBD.

Sur ordre de l'exécutif, les cortèges syndicaux ont été délibérément visés par les forces de police avec une rare brutalité.

Après la mise en place de la loi anti-manifestants, c'est la répression physique contre le droit de manifester organisée par Macron-Philippe-Castaner pour terroriser les manifestants qui revendiquent.

Le POI condamne sans réserve cette répression intolérable dictée par le chef de l'Etat.

Cet exécutif, de plus en plus isolé, a décidé d'organiser méthodiquement une répression farouche contre ceux qui, pacifiquement, avec leurs organisations, manifestent pour bloquer les plans destructeurs contre les garanties collectives, la liquidation des hôpitaux, la liquidation du statut de la fonction publique, de l'Education nationale, des régimes de retraites...

La répression ne suffisait pas. Le gouvernement a voulu faire croire à l'opinion qu'une attaque avait eu lieu à l'hôpital Pitié-Salpêtrière. Or les faits sont irréfutables : il s'agissait de quelques dizaines de manifestants paniqués qui ne cherchaient qu'à trouver refuge face aux charges des forces de l'ordre qui avaient ordre du préfet et de l'exécutif d'organiser une véritable nasse contre les manifestants. Pressés par ce dispositif, par l'avant et par l'arrière, des milliers de manifestants ont été pris en étau, asphyxiés à nouveau avant la place d'Italie par des nuées de gaz. Certains ont pu trouver refuge dans les cours d'immeubles ouvertes par les occupants venus au secours des manifestants.

Le Parti ouvrier indépendant exige l'arrêt immédiat de cette répression organisée par Macron-Philippe-Castaner, le rétablissement du droit de manifester et de revendiquer, l'abrogation de la loi anti-manifestants et l'arrêt des violences d'Etat contre les jeunes, les travailleurs, les retraités, les Gilets jaunes.

Pour le POI, le gouvernement ne laisse pas d'autre choix que de poursuivre, amplifier la mobilisation contre sa politique.

Le secrétariat permanent
2 mai 2019